



Proyecto Acompañamiento Québec-Guatemala

Bulletin d'information

Avril-mai 1998, vol.5 no.13, Montréal, Québec



*Hay verdades
que no se cuentan
a cualquiera*

Les accords de paix

Plus d'un an après, que peut-on conclure ?

Par Roberto Nieto

Au cours de l'année 1997, plusieurs organisations d'accompagnement ont dû réorganiser et réorienter leur mandat, étant donné des coupures dans leur financement, ou vu un constat positif à la suite de la signature des accords de paix. Les accords ayant vieilli d'un peu plus d'un an, la plupart des observateurs des grandes institutions semblent constater que les Guatémaltèques peuvent enfin décider de leur sort, grâce à une nouvelle démocratie assez solide pour être considérée autonome. Même si les dirigeants du pays ne sont pas satisfaits, les pays occidentaux ont versé d'importantes sommes d'argent pour financer la paix. Le Canada, sans doute un des premiers pays à soutenir le processus de paix, a annoncé la reprise d'une forme d'aide bilatérale dès que la fin de la guerre s'est présentée à l'horizon, et a rouvert les vannes de l'aide¹. Au cours de l'année 1997, le président Arzú s'est vu décerner un prix de paix de l'UNESCO², conjointement avec des membres de l'URNG, bref, de l'étranger presque tout le monde a voulu saluer les efforts des chefs politiques et ex-guérilleros. Pourtant, pour les membres d'organisations principalement concernées par la défense des droits humains ou par les conditions sociales, le constat positif est limité par les problèmes de fond qui existent toujours encore autant. Malgré cela, des organisations indépendantes travaillant auprès des réfugiés comme HOLACOM de Hollande, COSAR de Suisse et CAREA d'Allemagne, renoncent à leur mission d'accompagnement et plient bagages. Qu'est-il en train de se passer ?

Le gouvernement Arzú, qui a dû continuer les négociations de paix entreprises sous le gouvernement précédent, a travaillé d'arrache-pied pour convaincre les gouvernements étrangers que la guerre avait pris fin une fois pour

toutes, que le pays est maintenant bel et bien engagé sur la voie de la démocratie et, surtout, que le moment est venu d'investir dans le pays. C'est ainsi qu'Arzú a amorcé la modernisation des infrastructures économiques (par, entre autres, des travaux de réfection des principales artères routières du pays dans les régions qui sont cependant déjà les plus développées et à péages, donc exclusivement destinées aux plus riches des régions riches...), et a également tenté de privatiser les principales entreprises nationales telles GUATEL (téléphones du Guatemala), les chemins de fers, la poste... Mais devant le succès limité de ces projets, le gouvernement s'est vu contraint de s'excuser auprès de ses fonctionnaires et de les mettre à pied afin de rationaliser lui-même...

Depuis que les militaires ont décidé de se mettre discrètement à l'arrière scène pour laisser un peu de pouvoir à leurs amis civils, le pays s'est dirigé tout doucement vers ce qui a été salué comme le chemin de la démocratie. Le gouvernement Arzú est arrivé au pouvoir et a révélé au monde, accords en main, que le Guatemala se trouvait sur la "bonne" voie, malgré le peu d'évolution constatée sur le terrain, à part, évidemment, la fin du conflit armé. Tous les gouvernements, le nôtre aussi, ont entendu cet appel et y ont répondu en reconsidérant leurs points de vues et il semble bien qu'aujourd'hui les gouvernements étrangers croient de manière unanime que tous les citoyens du pays pourront participer à l'exercice du pouvoir démocratique et que... tout ira mieux.

C'est dire que les accords de paix ont eu des répercussions significatives, d'abord et avant tout sur le plan international, car sur le plan national tout est encore à faire.

Lors du *foro*³ des accompagnateurs de novembre 1997, Dan Long, de WCC/GRICAR⁴, qui observe l'application des résolutions contenues dans les accords de paix, manifestait déjà sa désillusion devant ce qui se déroulerait sous l'égide des accords. Plus d'un an après, le gouvernement n'a toujours pas accordé une priorité nationale aux accords, au contraire, avec chaque semaine qui s'écoule, le gouvernement du PAN, le *Partido de Avance Nacional*, semble vouloir renoncer un peu plus à ses engagements. La paix, celle qui est censée exister dans les coins pauvres et isolés du pays, reste à l'état de vague projet, sans conséquences. "Cette paix devrait se bâtir par le biais d'une réforme de l'appareil judiciaire, de la politique agraire, des institutions militaires, par la lutte contre la pauvreté", disait Long. Hors, la réalité ne change pas : les militaires et les grands propriétaires terriens du CACIF⁵ tiennent toujours les rennes du pouvoir. Les dernières années ont connu une hausse notoire de la criminalité et de la violence qui se manifeste principalement par de nombreux vols, de particuliers ou de banques, et des séquestrations ce qui a remplacé la répression étatique exercée par les militaires. Comme le mentionnait Dan Long, "pour régler les problèmes du pays, les accords de paix ne prônent que des changements « techniques » pour tenter de résoudre des problèmes qui s'avèrent davantage des problèmes structureux".

Face à cette violence, la réponse du gouvernement se traduit par la répression, comme ce fut toujours le cas dans ce pays. Au cours de la dernière année il n'est devenu que plus évident que les groupes responsables de cette nouvelle vague de violence n'étaient en fait que d'anciens membres de groupes paramilitaires formés par l'armée au cours de la guerre et qui se trouvent maintenant confrontés à leurs anciens patrons supposés venir les arrêter...

Dan Long au *foro*, déchantant complètement notait : "À tous les niveaux de la société, il faudrait instruire la population sur ce que sont véritablement les accords de paix, car fort peu nombreux en effet sont ceux qui les ont lus, les

militaires étant pratiquement les seuls à en avoir vaguement entendu parler (on leur a surtout dit que la guérilla avait fini par être anéantie), les chiffres officiels indiquant en outre que près de 45 % de la population du Guatemala n'est même pas en mesure de lire ce qui y est écrit". On constate des défaillances majeures et, de part et d'autre, les mentalités ne semblent pas vouloir évoluer et presque personne n'est prêt à s'engager sur une voie qui permettrait d'apporter les changements qui s'imposent. C'est avec beaucoup de fermeté que les pouvoirs s'orientent vers les théories économiques étasuniennes, encourageant l'investissement capitaliste étranger et, par le fait même, la domination des corporations multinationales, plutôt que la participation de la population à l'économie nationale. De ce point de vue, le président Arzú se présente plus comme un pion des pouvoirs étrangers que comme un chef d'État responsable qui veut le bien et le salut de son peuple. Pendant qu'il fait appliquer sa politique, la majeure partie de la population survit dans une économie de subsistance, dans un environnement de plus en plus pollué, dans un écosystème en proie à énormément de pression. Arzú continue de vendre aux enchères des pans entiers de territoire pour l'exploitation pétrolière, sans consulter la population; la fin du conflit armé signifie que le gouvernement peu enfin récupérer le territoire national pour le bénéfice des étrangers. La même histoire se répète: l'époque de la conquête sauvage par les compagnies (certains Guatémaltèques parlent des massacres des années '80 en disant qu'au début, "il y avait la compagnie... puis, un jour...l'armée est arrivée pour nous tuer").

Malgré sa promotion des accords, l'actuel gouvernement cherche à nier le plus possible les droits les plus élémentaires des peuples autochtones. Il faut toujours et encore chercher l'espace qu'occupent ces populations dans l'information quotidienne -ils représentent plus de 60 % de l'ensemble des habitants du pays- et on ne décèle pratiquement rien les concernant dans les journaux à grands tirages. La presse, celle du pouvoir bien entendu, se développe et se multiplie depuis quelques temps, mais tous les

journaux contiennent généralement les mêmes informations aussi peu représentatives.

Le problème de la communication en est un autre d'importance : comment développer un pays où la majorité de la population (autochtone) ne possède que des moyens de communication très limités ? Le Guatemala, pour sortir sa population de la pauvreté, doit adopter des mesures sociales fermes et radicales, ce que le gouvernement Arzú ne fait pas. Comme le soulignait Dan Long: "on ne peut développer un pays dans lequel il n'y a pas un bon système de santé, qui est en train de s'endetter -à cause des prêts étrangers qui servent à financer les accords de paix- pendant qu'il n'y a pas de développement de l'économie locale et pendant que le gouvernement appuie seulement les secteurs d'exportation. Il y a des problèmes majeurs avec la collecte des impôts, l'injustice sociale demeure trop grande et il y a peu de volonté politique".

Maintenant que les organisations internationales qui ont contribué à faire pression sur les gouvernements néolibéraux quittent le pays les unes après les autres, vers quoi se dirige le pays? Il apparaît évident que le gouvernement actuel n'a pas l'intention d'appliquer toutes les mesures prévues dans les accords de paix. Les responsables des secteurs qui contrôlent l'économie et la politique du pays continuent d'ignorer la problématique fondamentale en limitant la participation de la majorité des citoyens aux affaires de l'État. Depuis le début des années 1990, on pouvait avoir l'impression que le Guatemala connaissait une certaine

évolution face au reste du monde, mais en vérité peu de choses ont changé. Les secteurs civils, écrasés par plus de quarante ans de répression, ne peuvent se remettre debout si rapidement, beaucoup de choses restent à reconstruire et pendant que l'armée éliminait ses opposants, elle se donnait en même temps des bases solides pour contrer toutes les attaques futures.

La possibilité d'établir une paix réelle et solide existe certes, mais il faudra pour ce faire, des efforts concertés de tous les secteurs de la société. Pour le moment, le Guatemala ressemble encore à un pays subissant une agression, qui ne vient plus d'une répression militaire clairement visible comme c'était le cas jadis, mais qui se manifeste de façon plus subtile, plus discrète, bien qu'il demeure manifeste que cette répression tire ses origines des bases du pouvoir qui domine l'ensemble du pays...

.....

¹ " Le Canada accueille avec enthousiasme les récents progrès dans les négociations de paix et la ferme intention des parties de conclure un accord de paix définitif avant la fin de 1996... Notre désir de renouveler la coopération avec les institutions gouvernementales du Guatemala et de poursuivre notre travail avec la société civile fait suite aux efforts du président Arzú pour mener à bien le processus de paix. ". ACIDI (Agence canadienne de développement international), déclaration de M. Axworthy, 12 septembre 1996.

² Le prix Houphouët-Boigny, chef d'état Ivoirien qui a dépensé l'argent de son peuple pour construire une cathédrale en pleine forêt équatoriale...

³ Le foro, organisé mensuellement, a pour objectif de permettre aux organisations impliquées dans l'accompagnement d'échanger des informations et de rencontrer les membres d'autres organisations.

⁴ WCC: World Council of Churches. GRICAR: groupe international de conseil et d'aide aux réfugiés.

⁵ Regroupement de grands propriétaires terriens guatémaltèques.



Commission pour l'éclaircissement historique du Guatemala

par Nathalie Aubut

Pour des millions de Guatémaltèques, la signature des Accords de paix le 29 décembre 1996 entre le gouvernement guatémaltèque et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), avec l'appui de la communauté internationale, marque la fin de 36 années de souffrances. Après un long et sanglant conflit armé qui coûta la vie à plus de 200 000 personnes, qui occasionna plus d'un million de déplacés internes et qui provoqua l'exil de 60 000 Guatémaltèques; l'histoire se reconstitue actuellement. Pour ce faire, la Commission d'éclaircissement historique (CEH), qui répond à une des dispositions convenues par les Accords de paix, a amorcé son travail en territoire guatémaltèque en août dernier et le poursuivra au Canada durant le mois d'avril.

La CEH est une institution indépendante découlant de l'Accord global sur les droits humains, signé le 29 mars 1994. Son mandat est donc d'enquêter et d'exposer la vérité sur les violations de droits humains associées au conflit armé. L'équipe de la CEH est constituée du médiateur des négociations de paix Jean Arnault, d'un membre de la population civile ayant une conduite irréprochable et d'un académicien, tous deux désignés par le médiateur.

Au Canada, cinq équipes de recherche localisées à Toronto, Ottawa, Edmonton, Vancouver et Montréal ont été mobilisées pour effectuer cette cueillette d'information. De passage à Montréal le 1er avril dernier, Albert Koehl, un des instigateurs du projet en territoire canadien, a offert une formation sur la méthodologie



d'enquête au groupe de travail de Montréal constitué de Luis Rodas, Roberto Nieto, Lucie Mason et Nathalie Aubut.

À l'heure actuelle, une quinzaine de répondants guatémaltèques ont manifesté leur intérêt pour participer à cette démarche. Les entrevues ont débuté le 2 avril et se termineront à la fin du mois. Une fois l'information compilée au Nord, elle sera acheminée à l'exécutif de la CEH au Guatemala. Celui-ci se chargera d'en faire l'analyse et de rédiger un rapport final qui fera la lumière sur les actes de violations des droits humains et expliquera les

facteurs externes et internes ayant alimenté les événements associés au conflit. De plus, y figurera une série de recommandations spécifiques ayant pour but de favoriser une paix durable et de consolider le processus de démocratisation.

NOUVELLES DU SUD

par Isabelle Gauthier

Les menaces et l'intimidation sont encore monnaie courante

Guatemala, 16 mars. Les dénonciations de crimes et de violence relationnés à la politique ont diminué considérablement depuis la signature de la paix; mais les menaces et l'intimidation sont encore monnaie courante dans les conflits sociaux, politiques et judiciaires au Guatemala.

Eduardo Salerno, représentant légal de la Fondation Rigoberta Menchu, qui travaille présentement sur le cas de 25 soldats impliqués dans des activités criminelles, a récemment été victime de mesures de pressions: filature et sabotage des freins de sa voiture. Ces incidents sont survenus après qu'il ait participé à une conférence de presse pour dénoncer les irrégularités judiciaires dans le cas du massacre de Xaman (1995), où une patrouille de l'armée est accusée d'avoir massacré 11 personnes d'une communauté de retournés.

Dans la même semaine, des travailleuses du centre d'hébergement pour femmes violentées de la ville de Guatemala, ont dénoncé être victimes d'intimidation: surveillance et introduction dans leurs locaux. Selon Geovanna Lemus du Groupe de femmes guatémaltèques (GGM), qui dirige le centre, le nombre de femmes qui font appel aux services du centre a augmenté considérablement depuis son ouverture l'an dernier. Mais ce succès a aussi transformé le centre en victime. Mme Lemus a révélé que parmi les clientes du centre il y avait des femmes en fuite dont les maris travaillent au gouvernement, "ce qui nous rend encore plus vulnérables".

Elle a aussi dénoncé le double langage de ces officiels qui, dans leurs fonctions publiques appuient le processus de paix, mais qui "dans la maison battent, harcèlent et abusent les femmes, les filles et les garçons"

Le 15 mars c'était au tour de la Fédération syndicale des travailleurs guatémaltèques (UNSI TRAGUA) de subir une intrusion dans ses locaux: du matériel de bureau et de l'argent ont été volés et les classeurs ont été fouillés. L'UNSI TRAGUA appuie présentement une grève des travailleurs des bananeraies de la Côte Atlantique qui regroupe 5 plantations.

Enfin, la députée Nineth Montenegro du Front démocratique nouveau Guatemala (FDNG), a aussi rapporté qu'elle avait été victime de menaces de mort par téléphone le 15 mars dernier. Mme Montenegro qui dirige le Comité des femmes, des enfants et de la famille au Congrès, attribue ces menaces à des opposants à la nouvelle Loi sur les enfants, qui devait prendre effet le 27 mars 1998.

Le premier retour de 1998

Les réfugiés ont suspendu leur projet d'entreprendre des actions directes contre le gouvernement après que celui-ci ait réouvert les discussions sur l'appui au retour des personnes réfugiées au Mexique.

Les réfugiés avaient menacé de bloquer des autoroutes et d'occuper les consulats guatémaltèques du sud du Mexique, après que le gouvernement soit revenu, le 2 mars dernier, sur son

engagement d'investir les fonds nécessaires dans l'achat de terres pour les réfugiés qui prévoient rentrer au Guatemala en 1998 (à ce sujet voir l'action urgente du PAQG sur le processus de retour, en mars 1998). L'agence gouvernementale d'aide aux réfugiés (CEAR) se plaignait du prix exorbitant des propriétés que les réfugiés désiraient acheter. De leur côté les représentants des réfugiés ont déclaré que l'attitude négative du gouvernement venait compromettre des mois de négociations pour l'achat de terres.

Le gouvernement et les représentants des réfugiés ont entamé une nouvelle série de négociations le 12 mars. «Notre but est de finaliser l'achat des terres» a déclaré Rubio Mejia, porte parole des Commissions permanentes des réfugiés (CCPP). «Nous avons suspendu nos actions, car nous croyons que ces négociations peuvent être positives.»

Rappelons qu'une entente destinée à finaliser le processus de retour a été signée le 17 février entre les deux parties, et prévoit le retour de 6 500 réfugiés pour juin 1998. Toutefois, depuis le début de l'année, un seul petit groupe de 100 réfugiés a effectué un retour. Le groupe est arrivé le 11 mars à La Libertad, dans la province du Petén, où il a rejoint un groupe de 120 déplacés internes pour former une nouvelle communauté. Les deux groupes sont originaires de Santo Tomas Ixcán, dans la province du Quiché, mais ont été séparés au début des années 1980 alors qu'ils ont dû fuir la répression.

De plus, le gouvernement a approuvé le 18 mars dernier, les crédits pour l'achat de terre de 2 groupes de retour des CCPP et des CBRR. Aux dires des représentants des réfugiés et du personnel du PA au Sud, cette petite victoire n'est pas étrangère à la campagne de pression nationale et internationale qui a été enclenchée au début du mois de mars. Il faut toutefois préciser que le gouvernement a

réaffirmé lors de la rencontre du 18 mars, que la Commission présidentielle allait continuer de contrôler le prix des terres achetées par les réfugiés, ce qui fait que le processus de retour de réfugiés est toujours sur la corde raide.

Plus de 1 000 cimetières clandestins au nord du Guatemala

Selon le Centre archidiocésain des droits humains (ODHA), il y aurait, dans 3 provinces du nord du Guatemala, plus de 1 000 sites d'enfouissement des victimes des campagnes contre-insurrectionnelles de l'armée guatémaltèque. Il s'agit des provinces du Quiche, Huehuetenango et Alta Verapaz.

Francisco de Leon, un membre de l'équipe d'exhumation de l'ODHA, a déclaré récemment au journal Prensa Libre, que cette estimation était basée sur les témoignages de résidents

locaux. Mais l'équipe est toutefois incapable de préciser le nombre de victimes que contiennent ces cimetières clandestins, puisque «plusieurs parents des victimes préfèrent encore se taire».

Il a ajouté que «plusieurs personnes ont démontré leur intention d'exiger que justice soit faite et c'est pour cela qu'elles nous aident à faire notre travail», mais «plusieurs parents des victimes connaissent les meurtriers, et ces derniers savent qu'ils et elles le savent. La peur est toujours très présente parmi la population, qui désire obtenir justice, mais garde le silence par peur des représailles».

Sources: Cerigua, équipe du Sud du PA.



Des nouvelles du comité de Québec

En ce mois d'avril, il y a de l'action à Québec! Une soirée de financement est actuellement en préparation et aura lieu le 30 avril prochain. Cette soirée servira en grande partie au financement des séjours de Karina Montmigny, Isabelle Laroche et Sébastien Côté. Ces trois personnes comptent participer à la formation du 6 mai prochain et éventuellement partir au Guatemala au courant de l'été. Pour les gens qui pensent être à Québec aux alentours de cette date, la soirée aura lieu: **au sous-sol de l'église St-Jean Baptiste à 19 h**; coût d'entrée 2 \$ à l'avance, 3 \$ à la porte. De plus, s'il vous passe par la tête d'amener votre instrument de musique, bienvenue à vous! Pour plus d'info, contactez-nous à Québec!

Alexandre Bacon.

Tel: (418)682-3488

Fax: (418) 682-2791

poste élec: abf283@agora.ulaval.ca

Coucou!

Le CE vous donne des nouvelles

par Camille Denis

Le comité éducation organise présentement plusieurs activités pour faire connaître le travail du PAQG et la situation au Guatemala. Voici le programme prévu:

1- Mercredi le 29 avril de 19 à 22h à l'UQAM (appeler au bureau pour connaître le pavillon et # de la salle.) Conférence sur la réalité sociale, économique et politique du Guatemala à travers différentes personnes ressources, des documents audio-visuels et le témoignage d'un survivant du massacre de son village.

2- Samedi 9 mai de 16 à 21h (suite à l'assemblée mensuelle) au 420 St-Paul est.

Souper-création collective. Conception d'une affiche pour le PAQG. Amenez vos idées et matériel artistique (peinture, pinceaux, logo et concept artistique).

3- D'ici deux semaines au Cégep de Dawson

Kiosque pour présenter le PA aux étudiantEs afin de sensibiliser et de recruter des potentielLES accompagnateurs et accompagnatrices.

4- Pour l'automne, on planifie élargir nos horizons à l'extérieur de Montréal:

Présentation du Projet Accompagnement:

- À Sherbrooke par l'entremise du Carrefour de Solidarité International
- Au Cégep de Montmorency par l'entremise de MEFEM
- Au Cégep de St-Jérôme

L'équipe vous informera des détails sur les activités à venir et d'ici là, elle vous souhaite un très beau printemps!

**Informations disponibles au Projet Accompagnement
420 St-Paul Est, 2e étage, Montréal, (514) 840-1008**

Guatemala: Inégalité et marché économique

Par Alexandre Bacon

Nous ne publions ici qu'une partie de l'article original, qui est disponible sur demande au PAQG.

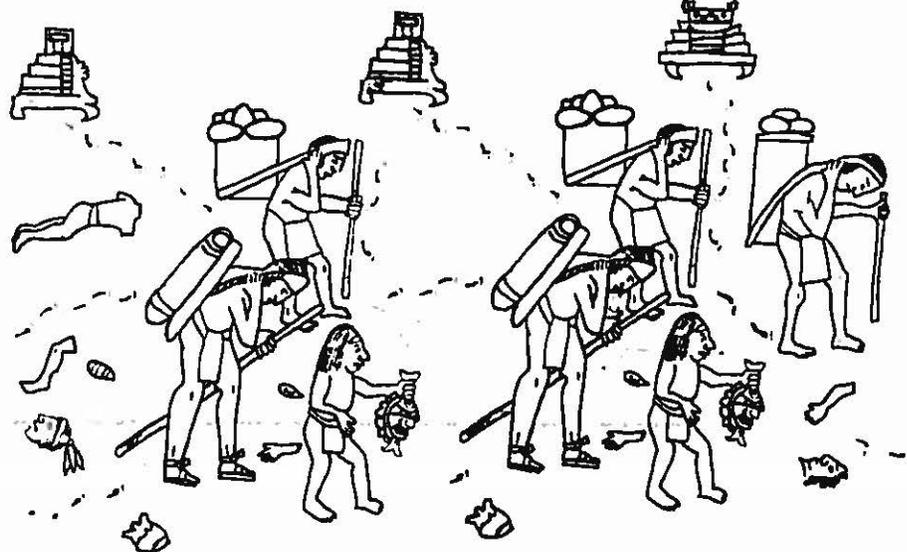
Personne ne peut nier la richesse des terres du Guatemala. On y trouve même du pétrole et du nickel, sans compter la panoplie de fruits et de produits agricoles. On peut alors se demander l'origine de la grande pauvreté et de la violence qu'on trouve dans ce pays. Et aussi être intrigué à savoir qui gouverne vraiment dans cet État qui se déclare officiellement souverain et indépendant malgré des contradictions flagrantes.

La terre aux Mayas?

Depuis les débuts de la colonisation, l'implantation d'une agriculture d'exportation au détriment d'une culture vivrière est imposée au Guatemala et l'inégalité de la répartition des terres est frappante. La division presque féodale du territoire attribue environ 70% des terres à 2% ou 3% de la population; ce sont principalement des grands propriétaires terriens qui se servent de ces terres pour y développer une agriculture d'exportation (café, bananes, coton...)

Mais dès le début du siècle, d'autres joueurs viennent rassembler de bonnes parties du territoire. Les transnationales s'imposent au Guatemala et obtiennent d'importantes concessions de terres arables en échange d'une promesse d'investissement dans le développement ferroviaire. Par exemple, l'UFCO obtient, en 1906, 69 000 hectares de terres qu'elle destine à l'exploitation agricole. Le réseau ferroviaire fut effectivement construit mais en fonction de l'acheminement de la production bananière vers les ports.

Toutes ces grandes exploitations agricoles nécessitent évidemment une



grande main-d'œuvre, constituée depuis quatre siècles par les autochtones (70% de la pop.), qui fournira la force de production nécessaire à une exploitation hautement rentable. On considère donc que les autochtones sont là pour permettre l'exploitation économique du territoire.

Capitalisme ou esclavagisme?

De façon à assurer une main-d'œuvre permanente et à bon marché, la législation du pays est donc orientée vers le maintien des forces économiques en place. Pour que la main-d'œuvre ne puisse pas sortir du cycle de production, l'État ou les compagnies endettent le travailleur à vie. Par exemple, l'État l'oblige à payer les impôts en "nature", donc à rembourser sa dette envers l'État par sa force de travail. D'autre part, les compagnies en octroyant de très basses rémunérations, endettaient les ouvriers par l'obligation à consommer les produits essentiels dans les commerces appartenant à la compagnie. Et, les autorités locales, d'avoir pour charge de remettre en place ceux qui tentaient d'échapper au circuit de production.

Une pyramide de domination

Se dégage donc une structure de pouvoir pyramidale. Grossièrement, il s'y démarque 4 étages distincts. Le premier, évidemment le peuple, sert d'assise au pouvoir que détiennent les étages supérieurs. Le second, l'ensemble du gouvernement, tient lieu de paravent et d'appareil répressif (coercitif) au deuxièmes pouvoirs. Vient ensuite l'oligarchie dont la richesse matérielle permet le contrôle partiel de l'État. Et finalement, au sommet, vers lequel toute

la richesse est drainée, se trouvent les transnationales qui par une dynamique semblable, obtiennent "l'aide" de leur État. Dans le cas de l'UFCO, cela veut dire l'appui des instances les plus puissantes des États-Unis: le Conseil de sécurité national et la C.I.A. ! Ces 4 étages de la pyramide sont complètement interdépendantes.

Dans ce contexte, le gouvernement du Guatemala devient le paravent presque transparent des transnationales. Le grand avantage de ce système, c'est que les transnationales n'apparaissent pas directement, ce qui laisse croire à l'indépendance et la souveraineté du pays. À l'image de ses maîtres, l'oligarchie n'intervient pas à visage découvert, mais laisse aux militaires le soin de gouverner et faire régner l'ordre. En tant que pièce intermédiaire, l'oligarchie était ainsi assurée de conserver ses privilèges économiques.

Début d'une nouvelle ère

De 1950 à 1954, le régime Arbenz tente une réforme agraire qui allait redistribuer une bonne part des terres aux paysans. La finalité de cette réforme était l'édification d'un capitalisme moderne auquel toutes les classes sociales pourraient participer. Donc, moderniser pour augmenter la production agricole et du même coup les profits de la bourgeoisie guatémaltèque. Cependant la réforme a fini par toucher les propriétés de l'UFCO; la condamnation d'Arbenz et de sa réforme était dès lors inévitable. En juin 1954, la C.I.A. et la compagnie bananière organisent un coup d'état militaire pour renverser le régime à tendance "communiste" de Arbenz.

En quelques semaines, l'anéantissement de la réforme est complet. Toutes les terres retourneront à l'UFCO et aux grands propriétaires terriens. La législation du pays s'altère. Le droit de vote est retiré aux illettrés (70% de la population, i.e. tous les autochtones). Et commence l'édification du Comité pour le salut public contre le communisme et des pouvoirs exceptionnels sont attribués aux policiers.

Plus intensément depuis le coup d'état, la CIA équipe et finance l'armée révolutionnaire anticommuniste à la tête du pays. Depuis le coup d'état de juin 1954, le Guatemala ouvre allègrement ses portes aux compagnies américaines. Washington entame à ce moment deux actions principales, l'une est de mettre sur pied ce qu'il appelle un programme d'aide économique et l'autre est de renforcer l'armée et la police autant au niveau matériel que stratégique.[...]

Une mécanique (de répression) bien huilée!

Le système totalitaire jouit d'une liberté absolue dans l'exercice de son pouvoir répressif. Deux pièces essentielles constituent la base de la mécanique de répression. La première, ce sont les organisations paramilitaires d'extrême droite qui sont chargées de la répression physique. Elles œuvrent de manière clandestine, éliminent tout ennemi potentiel du régime et maintiennent dans la terreur l'ensemble de la population. La seconde est officielle et non moins drastique: la "Loi d'ordre public". Grâce à elle, le gouvernement peut proclamer l'état de siège et ainsi suspendre les garanties constitutionnelles des citoyens. Ainsi, de 1954 à 1968, le Guatemala est demeuré au total 6 ans en état de siège et le sera bien plus souvent par la suite.

Doctrines à suivre? La Sécurité nationale

Au Guatemala, comme dans toute l'Amérique latine, l'idéologie de la Sécurité nationale est la justification doctrinale de l'État totalitaire anticommuniste. Son application jointe à un pouvoir totalitaire mène plus souvent qu'autrement à la suspension des garanties constitutionnelles. Et, dans cette optique, elle est la base du pouvoir au Guatemala.

Dans l'oeuvre *Géopolitique du Brésil*, le général Goldbery Do Douro e Silvail dégage certaines idées de cette idéologie qui d'ailleurs serviront plus tard de modèle aux pays totalitaires. Selon ces idées, l'humain, individuellement, n'a pas de force et n'existe que par l'État qui lui donne les moyens de vivre et de se développer. Deuxièmement, l'État est un instrument de pouvoir que se sont donnés les humains et la seule réalité sociale qui compte est la lutte pour le pouvoir au niveau des États. Troisièmement, de ce contexte, émane une vision assez manichéenne du monde. D'un côté, les bons, capitalistes, chrétiens et de l'autre, les mauvais, communistes, athées qu'il faut combattre à tout prix. Ce monde communiste tente de s'infiltrer partout et pour éviter que l'Occident ne se laisse déborder par la subversion communiste, une guerre totale doit être livrée aux frontières physiques et idéologiques.

"Stratégie Totale"

Ces quelques idées de l'idéologie, et surtout la dernière, conduisent à une "guerre totale" vis-à-vis la subversion communiste. Implicitement, une "stratégie totale" s'en suit et s'explique en quatre volets:

1. La stratégie économique dont la finalité est le développement des ressources humaines et naturelles se trouvant sur le territoire en y imposant l'exploitation.

2. La stratégie politique qui vise à utiliser tous les organes de l'État, les associations privées et les institutions, dans le but d'organiser la mobilisation de la nation en vue de la guerre contre le marxisme international.

3. La stratégie psychosociale qui tente d'utiliser les idées et autres objectifs culturels (dont religieux) pour augmenter le pouvoir national.

4. La stratégie militaire qui vise à rendre omniprésentes les forces armées dans l'application de la stratégie, l'armée étant la seule élite apte à le faire.

Rôle des élites: prendre conscience de leurs responsabilités dans l'application du projet national et soumettre les masses à la stratégie.

"Made in USA"

L'origine de cette idéologie ne vient ni du Guatemala ni du Brésil, c'est une idéologie "made in USA". Dès 1940, on en

voit apparaître les premiers éléments avec la loi Smith. Cette loi "considère comme un crime le fait de faire de la propagande pour la dissolution du gouvernement par la force, la subversion ou bien d'appartenir à une organisation révolutionnaire". Mais ce n'est qu'en 1947, que par la loi de la Sécurité nationale, le Conseil de sécurité nationale et la Centrale d'intelligence Américaine (CIA) sont créés. Ces deux instances allaient obtenir, par la Loi de la sécurité nationale, un pouvoir bien au-delà des organes traditionnels de l'État.

Comment étendre la doctrine?

En 1967, Robert McNamara déclarait au Congrès américain: "...l'objectif numéro un du Pentagone en Amérique latine est d'aider, là où cela est nécessaire, au développement continu des forces militaires et paramilitaires locales, capables d'assumer, en liaison avec la police et les autres forces de sécurité, la sécurité intérieure nécessaire". L'entraînement des forces armées latino-américaines par les États-Unis allait permettre l'absorption de tout ce qu'implique l'idéologie par l'élite militaire des différents pays.

Lourdes conséquences

La justification doctrinale de l'État totalitaire et cet usage du pouvoir entraînent de graves conséquences. La moindre revendication pour amoindrir les inégalités sociales est systématiquement écrasée et accusée de communisme. En d'autres mots, on ne veut à aucun prix altérer la structure sociale même si il faut déclarer l'état de siège dans le pays. L'application de cette doctrine modifie considérablement la gestion de l'État car elle lui permet de suspendre les droits constitutionnels ou qu'ils ne soient là qu'à titre décoratif. Dans ce contexte, le système judiciaire est complètement marginalisé et il ne s'occupe que des affaires sans importance. Cette structure du pouvoir laisse donc l'individu seul et démuné face à un État tout puissant. D'autant plus que, par la législation, on voit la suppression de tout droit d'association ou de réunion.

Le développement économique est un des objectifs de la doctrine. Toutefois il est dans la plupart des cas, complètement artificiel. Il laisse à l'écart de vastes secteurs géographiques et sociaux. D'ailleurs, il ne vise pas l'amélioration des conditions de

vie de la population mais plutôt l'ouverture du territoire aux investissements étrangers. Inévitablement, ce genre de structure de domination débouche sur des tensions sociales constantes et sur la vulnérabilité en cas de crise.

Un modèle du passé... ou de l'avenir?

Cette brève approche du système de domination donne à voir une structure pyramidale du pouvoir. Ce modèle s'applique non seulement au Guatemala mais à l'ensemble des pays d'Amérique latine. D'ailleurs, faut remarquer qu'au Canada, comme aux États-Unis, nous n'échappons pas non plus vraiment à ses grandes lignes. Les comparaisons sont nombreuses et de plus en plus la question se pose sur notre véritable "indépendance" dans cette nouvelle mondialisation des marchés. D'autant plus que les nouveaux accords multilatéraux d'investissement, dans le

cadre des ajustements structurels néolibéraux imposés par le FMI et la Banque Mondiale, viennent donner un pouvoir inquiétant au dernier étage de la pyramide.

De ce système de domination, se dégagent deux principales conclusions. La première est que l'appareil gouvernemental est, au mieux, un sous-traitant des transnationales et des lois du marché. Bien par-delà les apparences de souveraineté, les compagnies dominent. "Le marché gouverne. Le gouvernement gère". La différence est capitale! Deuxièmement, l'inégalité est le fondement du capitalisme; il ne pourrait exister sans elle. Cette inégalité, tant au plan mondial, entre les États, qu'au plan social, est le leitmotiv du courant néolibéral; lois du marché obligent. Dans ce cadre, liberté et capitalisme, loin d'être mutuellement inhérents, s'opposent drastiquement.



ANUNCIOS - - - ANNONCES - - - ANUNCIOS - - - ANNONCES

En vente au bureau !

- Tee-shirt du PAQG (en espagnol)
couleur bleu ou pierre: 15\$
- Cartes de souhaits faites à la main: 3 cartes pour 5\$

Prochaines assemblées mensuelles des membres

Les membres du PAQG sont invitéEs assister aux assemblées mensuelles qui se tiennent les 2e samedis de chaque mois au 420 St-Paul est, 2e étage, de 13 à 17h.

Les prochaines assemblées auront lieu:

*samedi le 9 mai
samedi le 13 juin
juillet: relâche!*

Soyez des nôtres!

Bulletin national du PA

En tant que membres du Projet Accompagnement Québec, vous avez sûrement reçu la première édition du nouveau bulletin national du PA, qui est préparé par l'équipe du Sud et qui se concentre sur la situation des réfugiés internes du Guatemala. Finalement après de longues discussions, l'assemblée des membres du PAQG a décidé de répartir le contenu de ce bulletin dans notre bulletin local bi-mensuel (que vous lisez en ce moment!). Donc, prenez note que vous ne recevrez plus le bulletin national directement du Guatemala, mais que notre bulletin local intégrera cette information à partir du prochain numéro.

Formation 1998

Il y aura une semaine de formation pour les candidatEs à l'accompagnement auprès des réfugiés guatémaltèques

qui retournent au Guatemala selon les accords de paix. Cette formation aura lieu du 6 au 11 mai 1998.

Les personnes qui voudraient participer à cette formation doivent préalablement avoir assisté à une séance d'information et rempli leur formulaire de participation. Pour plus de renseignements contactez Marc Drouin au 840-1008

Programme PAIE

Il y a ouverture de 2 petits postes au PAQG:

- AgentE de recrutement des futurEs accompagnateurs et accompagnatrices
- Assistance à la coordination (comptabilité, etc)

Les personnes intéressées doivent être prestataires de la sécurité du revenu. La priorité sera donnée aux membres du PAQG. Le programme commencerait au début du mois de mai pour une durée de 6 mois. Pour plus d'informations sur les conditions, appelez Isabelle au 840-1008.

Vous déménagez?

N'oubliez pas de nous faire parvenir votre changement d'adresse!

Prochain bulletin

La date de tombée pour les articles du prochain bulletin est le 5 juin. Ce sera le dernier bulletin avant les vacances estivales. Laissez-vous inspirer, envoyez vos articles au bureau du PAQG!

Nouvelles des accompagnatrices et des accompagnateurs

* Isabel Champagne viens de terminer son séjour d'accompagnement. Elle a passé trois mois à Huacut dans le Petén. Elle est présentement à Guatemala la capitale.

* Nadia Beaulieu a aussi terminé son travail d'accompagnatrice depuis le début du mois de mars. Elle a passé deux mois et demi à Huacut dans le Petén. Elle est revenue au Québec, puis repartie au B.C.

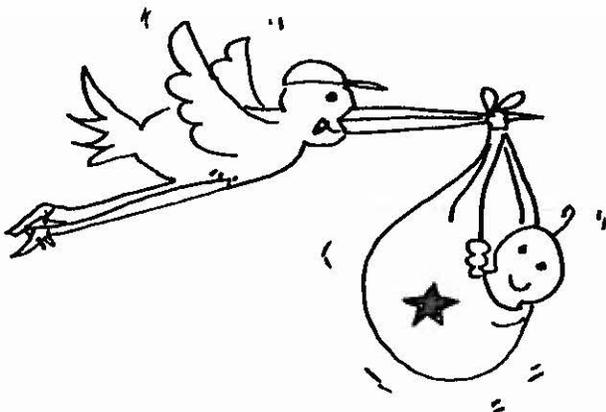
* Alain-Daniel est aussi rentré au Québec, après six mois à El Carmen sur la côte sud du Guatemala. Il va se reposer quelque temps, puis il ira au Salvador comme stagiaire. En attendant, il participe à des soirées d'informations à Montréal et Québec, pour partager avec le public québécois son expérience auprès des retournés.

* Marie-Hélène Côté qui est aussi de retour au Québec, participe à des soirées d'information.

* Catherine Mason va participer à l'équipe spéciale d'accompagnement auprès des réfugiés internes qui commence le 10 mai. Elle est présentement à Barillas comme stagiaire du CECI.

Bienvenido Gabrielito!

Félicitations à la maman Fannie et au papa Claude Rioux pour la naissance de Gabriel, qui est arrivé le 11 avril dernier avec le printemps!



Ce bulletin d'information a pour objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Vous êtes intéressés? Contactez *Isabelle Gauthier* au 840-1008

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Nathalie Aubut
Alexandre Bacon
Caleli
Camille Denis
Isabelle Gauthier
Roberto Nieto

Projet Accompagnement Québec-Guatemala

420, rue St-Paul est, bureau 202

Montréal, QC, H2Y 1H4

Tél. : (514)840-1008

Fax : (514) 840-1185

Courrier élec. : paqando@web.net

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala est un réseau canadien qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnement international pour leur pays. *Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala* a donc pour but de former des accompagnatrices et accompagnateurs de sensibiliser la population canadienne à la situation des réfugiés guatémaltèques et au processus de paix qui se déroule présentement au Guatemala.

Annonces

Bulletin de la rentrée!
Celui-ci étant le dernier bulletin avant septembre, nous vous avisons que le prochain numéro sortira lors de l'assemblée du 19 septembre que et la date de tombée sera le 5 septembre. Les collaborations sont grandement appréciées, qu'il s'agisse d'impressions de retour, d'idées générales sur le PA ou sur la situation au Guatemala, etc.! Pour informations contactez Isabelle au 840-1008.

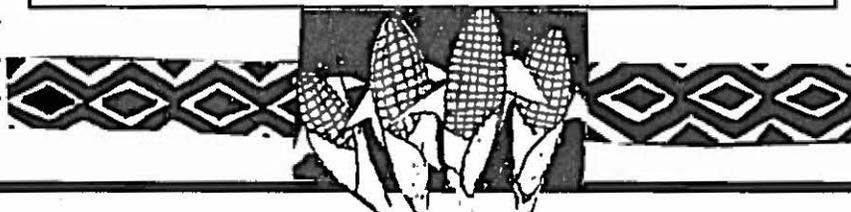
Les prochaines assemblées mensuelles des membres

Le mois de septembre 1998 marquera le retour des AMM après les vacances de juillet et août: Les assemblées auront lieu au PAQG, 420 St-Paul est, les samedi de 13 à 16 h:
19 septembre - 17 octobre - 14 novembre - 12 décembre

Lors de l'assemblée de septembre on en profitera pour réactiver les comités de bénévoles du PAQG: éducation, actions urgentes, financement, bulletin, etc..... Votre présence aux assemblées et votre implication dans les différents comités est importante pour le PA!
Bienvenue à toutes et tous!

Actions urgentes

Pour faciliter la distribution des actions urgentes, nous avons placé à un petit présentoir à gauche de la porte du bureau du PA. Vous pouvez donc venir chercher votre copie des dernières actions urgentes en tout temps, sans risquer de tomber sur une porte close. Les actions urgentes du PAQG présentement en cours:
-Justice pour le cas Xaman
-Raz-de-marée de violations de droits humains au Guatemala



Festival PRÉSENCE AUTOCHTONE

Le 8^e festival du film et de la vidéo autochtones de Montréal du 12 au 22 juin 1998
Info: 521-9068 ; Cinéma de l'O.N.F. - Cinémathèque québécoise - Institut Goethe

ÉVÈNEMENT «PEUPLES MAYAS»

Séances de films et vidéos sur les peuples mayas du Chiapas et du Guatemala (documentaires et long métrages fiction). Présence de deux invités du Chiapas: Carlos Martinez Suarez, réalisateur, et Alberto Perez Galvez, jeune maya d'une communauté autochtone du Chiapas. Six documentaires exclusifs réalisés par Carlos Martinez Suarez. En particulier *Casos de violencia contra comunidades indigenas de Chiapas* (14 et 15 juin), *Autonomia bajo amenaza* (15 et 17 juin) à propos des événements les plus récents, mais aussi *Laudera Chamula* (13 juin).

Ainsi que: *Popol Vuh*, réalisé par Patricia Amlin, film d'animation (13 et 14 juin) *Chiapas, Histoire inachevée*, réalisé par Cristian Calonico (14 juin) Vidéos tournés par les Q'eqchi's d'Alta Verapaz, Guatemala (14 juin) Autres vidéos à propos du Chiapas (15, 18, 19 juin) Deux raretés, des classiques du cinéma mexicain: *La Noche de los Mayas* (16 juin), *Juan Perez Jolote* (19 juin).

Documentaires sur les réfugiés et les déplacés internes au Guatemala: *L'Identité retrouvée*, *Los Caminos del Silencio* (17 juin). Documentaire sur les exhumations des cimetières clandestins au Guatemala: *Dead Witness* (18 juin). Documentaires en hommage aux femmes mayas: *Between Light and Shadow*, *Approach of Dawn* (20 juin). La dimension mythique: *Carnaval en Tenejapa*, *Le Songe du diable* (22 juin). Et d'autres vidéos sur les traditions culturelles mayas au Chiapas, dans la péninsule du Yucatan et au Guatemala, sur leurs luttes et sur leurs tentatives de développement autogéré.

Sans oublier: plein d'autres films et vidéos sur les autochtones des trois Amériques...



**Projet
Accompagnement
Québec-Guatemala**
420 rue St-Paul est
Montréal, Québec,
H2Y 1H4
Tél.: 840-1008
Fax: 840-1185

C o u r r i e l :
Paqando@web.net



**Le Projet
Accompagnement**
est un réseau canadien qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques en matière d'accompagnement international. Le *Projet Accompagnement* a donc pour but de former des accompagnatrices et accompagnateurs bénévoles et de sensibiliser la population canadienne au processus de paix qui se déroule au Guatemala.

Ce bulletin a pour objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que les activités organisées par le *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Contactez-nous au 840-1008.

Ont participé à ce numéro : Valérie Huff, Lisa Roberts, Nathalie Aubut, Isabelle Gauthier, Kathryn Anderson, Isabel Champagne, Roberto Nieto